

Je constate qu'il me reste très peu de temps. Je rappelle simplement que, à lui seul, le service de la dette nous coûte actuellement 20 milliards de dollars par année, c'est-à-dire environ le tiers de toutes les recettes fiscales. Cette incurie financière que nous subissons depuis des années et des années a donné les résultats suivants: un fardeau fiscal plus lourd pour tous les Canadiens; des taux d'intérêt plus élevés provoqués par les emprunts gouvernementaux massifs sur les places financières, ce qui freine la création d'emplois, la construction domiciliaire et d'autres secteurs de notre économie.

M. le vice-président: A l'ordre, je vous prie.

M. Gordon Towers (Red Deer): Monsieur le Président, il semble bien que nous devions encore une fois intervenir à la Chambre des communes pour attirer l'attention du gouvernement sur la gravité de la situation dans laquelle il force les Canadiens à s'enfermer. J'écoutais ce matin le député de Willowdale (M. Peterson) et ses propos étaient tellement à côté de la plaque que c'est était affligeant. Il est difficile de comprendre comment un représentant élu par le peuple canadien peut s'abuser à ce point. En tentant de défendre le budget que vient de présenter le ministre des Finances (M. Lalonde), il s'abuse lui-même, il trompe ses collègues et il trompe les Canadiens.

Ce budget était un véritable poisson d'avril, monsieur le Président, ne serait-ce que parce que le ministre tente par ce budget de remonter le cours du temps, jusqu'à 1976 et même avant. Le transfert des gains en capital en est un exemple. Je n'ai pas besoin de vous rappeler, monsieur le Président, qu'avant 1976, il n'y avait aucun impôt sur les gains en capital au Canada. Le ministre des Finances tente maintenant de faire marche arrière et tous nos vis-à-vis claironnent qu'il s'agit d'un bon budget.

M. Nickerson: Qui a proposé à la Chambre d'imposer les gains de capital?

M. Towers: C'est Otto Lang. Le gouvernement a refusé de nous écouter lorsque nous lui avons dit qu'il commettait une erreur. Dans son entêtement il est allé de l'avant, et maintenant le ministre des Finances tente de faire marche arrière pour se sortir du pétrin. Dans l'intervalle, cependant, nous subissons les désastreuses conséquences de cette décision.

On peut en dire autant de son Programme énergétique national et de sa fiscalité. Le gouvernement doit se rendre compte qu'il ne peut pas accaparer ainsi tous ces dollars au moyen de la fiscalité. Il doit les laisser en circulation s'il veut que la roue tourne. Hélas! C'est une leçon qu'il ne semble pas encore avoir apprise. Je m'étonne que le député de Toronto ne soit pas au courant des critiques faites par l'un des principaux journaux de cette ville. J'ose espérer, monsieur le Président, que vous m'autoriserez à lire une partie de l'article de fond en question.

M. le vice-président: Le député est autorisé à faire une citation, pourvu qu'il en révèle la provenance.

M. Towers: Merci, monsieur le Président. Le *Sun* de Toronto a publié cet éditorial dans son numéro du 16 février. Voici le conseil que l'éditorialiste donne au gouvernement et vraisemblablement aussi au député de Willowdale:

Les libéraux ont laissé passer leur dernière chance de faire quelque chose d'utile. Les impôts élevés et les dépenses inconsidérées du gouvernement, ainsi que l'inflation qui en est résultée, ont ruiné notre économie.

Si Lalonde voulait vraiment que le secteur privé crée des emplois, il aurait dû réduire et les impôts et les dépenses du gouvernement. Mais il a choisi au contraire d'y aller avec le dos de la cuiller.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Même s'il prétend le contraire, il a augmenté les impôts. Ainsi, par suite de l'augmentation de 1 p. 100 de la taxe de vente, tout, absolument tout, va coûter plus cher.

Ce n'est pas ce qui s'appelle prendre les choses en main; ce sont des manigances comme celles-là qui ont fait perdre à notre dollar naguère si fort 25 p. 100 de sa valeur et qui font que la dette par habitant chez nous dépasse de 30 p. 100 celle des Américains.

Comment le gouvernement est-il parvenu à ce résultat? Simplement en tuant l'esprit d'entreprise à force de réglementer et d'intervenir sans cesse davantage...

C'est aussi simple que cela. Apparemment, monsieur le Président, le député de Willowdale ne lit pas les journaux de sa région. Il dit que nous n'avons pas de politiques. Voilà ce que nous croyons. Voilà exactement ce que nous ferons quand nous formerons le gouvernement.

• (1150)

Les Canadiens ne se rendent sûrement pas compte de tout l'argent que le gouvernement dépense sans l'avoir en sa possession. Ces dépenses qui augmentent de plus en plus rapidement vont imposer aux futures générations une lourde dette qu'elles ne réussiront jamais à rembourser. Nous hypothéquons l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. Nous ne pouvons pas dépenser \$11,250,000 par heure, 24 heures par jour, tous les jours de l'année, dimanche et jours de fête compris. C'est une somme épouvantable, monsieur le Président.

Les Canadiens doivent commencer à se rendre compte que le gouvernement les a fourvoyés. Je constate que de plus en plus de mes électeurs commencent à réfléchir à ce qui se passe. J'entends de nombreux citoyens parler de notre énorme déficit et des répercussions qu'il aura sur l'économie, sur leur vie et sur leur gagne-pain. Il ne peut en être autrement. Le gouvernement accapare une trop grande part des fonds de placement et n'en laisse pas assez au monde des affaires pour la survie et l'expansion des entreprises. Voilà le levier dont nous devons nous servir pour revenir où nous en étions en 1968 lorsque ce gouvernement est arrivé au pouvoir.

J'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur certaines observations faites par M. W. R. Wyman, président du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Canada. Voici le conseil qu'il donne gratuitement au gouvernement lequel apparemment n'en a cure. Le voici:

Au lieu de perdre notre temps en vains regrets ou en slogans prêchant une austérité temporaire, nous devrions plutôt nous engager à adopter pour tout le pays un régime économique fondé sur la liberté et la responsabilité individuelles qui assurerait à tous les citoyens le droit d'acquiescer des biens, de les posséder et des les utiliser comme il leur plaira. Et pour bien me faire comprendre, j'ajoute que les citoyens ne pourront jouir de cette liberté ni assumer leurs responsabilités que si leurs efforts sont récompensés par le libre jeu du marché.

C'est sur ce point que le gouvernement a erré, monsieur le Président. Il ne laisse pas le système de marché libre déterminer ce qui est dû à chacun, car c'est lui qui s'en charge, lui et des députés comme celui de Willowdale qui ne comprend rien à cette question. Et voici ce qu'il a ajouté:

Pour reprendre une expression usée jusqu'à la corde, il ne saurait y avoir de «société juste» fondée sur les libertés individuelles lorsque l'État intervient sur le marché et on constate que son empiètement à intervenir au cours des 20 dernières années n'a guère été profitable à la société. Bien au contraire, l'État a nui à la croissance économique. Il a ravivé l'inflation et il nous a affaiblis sur le plan de la concurrence.